REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

POLITIQUE INTERNE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

POLITIKA ANATINY IADIANA AMIN'NY KOLIKOLY ETO ANIVON'NY MINISTERAN'NY TOEKARENA SY NY FITANTANAM-BOLA

PILCC

Septembre 2022 / Septambra 2022

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS.......03
AVANT-PROPOS.......04
CONTEXTE.......04
OBJECTIFS DE LA POLITIQUE.......06
CHAMP D'APPLICATION.......06
DEFINITION DE LA CORRUPTION.......06
INFRACTIONS ASSIMILEES.......06
AXES STRATEGIQUES DE LA PILCC.......08
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE.......10
RESSOURCES NECESSAIRES.......12
SUIVI-ÉVALUATION DE LA POLITIQUE.......14

FIZAHAN-TAKELAKA

FANAFOHEZAN-TENY.......03
TENY MIALOHA.......05
TOE-JAVA MISY.......05
TANJON'NY POLITIKA.......07
SEHATRA VOAKASIKA.......07
FAMARITANA NY KOLIKOLY.......07
FANDIKAN-DALAN'NY KOLIKOLY SY IREO FANDIKAN-DALANA MITOVY.......07
PAIKADY IADIANA AMIN'NY KOLIKOLY.......09
FANATANTERAHANA NY POLITIKA.......11
FAMPITAOVANA ILAINA.......13
FANJOHIANA SY TOMBANA NY POLITIKA.......15

LISTE DES ABREVIATIONS

ARAI	Agence de Recouvrement des Avoirs Illicites
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
BM	Banque Mondiale
CNUCC	Convention des Nations Unies Contre la Corruption
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
CUAPLCC	Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption
DAC	Dispositif Anti-Corruption
DAI	Direction de l'Audit Interne
FMI	Fonds Monétaire International
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OSC	Organisations de la Société Civile
PAC	Pôle Anti-Corruption
PIB	Produit Intérieur Brut
PILCC	Politique Interne de Lutte Contre la Corruption
PLFI	Projet de Loi de Finances Initiale
PLFR	Projet de Loi de Finances Rectificative
PNFOP	Politique Nationale de la Fonction Publique
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SADC	Southern African Development Community
SAMIFIN	Service des Renseignements Financiers
SLCC	Service de Lutte contre la Corruption
SNLCC	Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption
STAC	Structure Anti-Corruption

FANAFOHEZAN-TENY

ARAI	Masoivoho miandraikitra ny Fanangonana ireo Fananana tsy Ara-dalàna
BIANCO	Birao Mahaleo-tena Iadiana amin'ny Kolikoly
BM	Banky Iraisam-pirenena
CNUCC	Fifanekem-piaraha-miasan'ny firenena mikambana iadiana amin' ny kolikoly
CSI	Fikambanana Miaro amin'ny Fahamarinana
CUAPLCC	Fifanekem-piaraha-miasan'ny Vondrona Afrikanina momba ny Fisorohana sy ny fiadiana amin'ny kolikoly
DAC	Fitaovana Enti-miady amin' ny Kolikoly
DAI	Fitaleavan'ny Fitsirihana Anatiny
FMI	Tahirimbola Iraisam-pirenena
LFI	Lalàna Mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana Voalohany
LFR	Lalàna mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana Nasiam-panitsiana
MEF	Ministeran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola
OSC	Fiaraha-monim-pirenena
PAC	Tendro Miady amin'ny Kolikoly
PIB	Harikarena Faobe
PILCC	Politika Anatiny Iadiana amin' ny Kolikoly
PLFI	Volavolan-dalàna Mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana Voalohany
PLFR	Volavolan-dalàna Mifehy ny Fitantanam-bolam-panjakana Nasiam-panitsiana
PNFOP	Politika Nasionalin'ny Asam-panjakana
PTF	Mpiara-miombon'Antoka ara-Teknika sy Ara-bola
SADC	Vondrona ho an'ny Fampandrosoana ny Firenena Afrikanina amin'ny faritra Atsimo
SAMIFIN	Sampandraharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiam-bola sy Famatsiam-bola ny Fampihorohoroana
SLCC	Sampan-Draharaha Iadiana amin'ny Kolikoly
SNLCC	Paikadim-pirenena Iadiana amin'ny Kolilkoly
STAC	Rafitra Iadiana amin'ny Kolikoly

AVANT-PROPOS

Les réformes des années 2000 notamment l'adoption et la mise en œuvre de la loi organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances ou LOLF, passant d'une gestion de moyen à une gestion axée sur les résultats, a reformé la gestion des finances publiques à Madagascar. Ces réformes visent à promouvoir la bonne gouvernance et incitent l'administration à améliorer le rendement, parfaire la transparence, veiller à la reddition des comptes, maintenir la crédibilité et favoriser la perception et l'utilisation des ressources publiques de manière rentable et effective au profit des citoyens malgaches.

En 2016, de nouvelles lois[1] et de vastes réformes de la gestion des finances publiques ont commencé à remédier aux faiblesses de la gouvernance à Madagascar afin de lutter contre la corruption, et surtout de promouvoir la confiance du public. Ces engagements peuvent être observés à travers la Politique Générale de l'État actuelle appliquant le principe de « tolérance zéro » dans la lutte contre la corruption ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de lutte contre la corruption définis dans la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC).

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), à travers sa Politique Interne de Lutte Contre la Corruption (PILCC), s'engage à restaurer la confiance du public, à asseoir son autorité en termes de bonne gouvernance financière, à renforcer sa crédibilité et à lutter activement contre la corruption. Cette politique se veut être inclusive en s'adaptant et en prenant en compte les réalités de chaque Département du Ministère. La responsabilisation des parties prenantes ainsi que la promotion de l'intégrité constituent les valeurs fondamentales soutenues par l'ensemble du personnel au sein du MEF.

La détection et l'analyse des risques de corruption, l'éducation de toutes les parties prenantes sur les effets néfastes de la corruption, la mise en place des dispositifs anti-corruption, constituent les pierres angulaires de cette politique.

La présente politique prône la vision du Ministre de l'Economie et des Finances à travers la promotion d'une Administration efficace et fiable, d'un environnement propice à tout investissement local et étranger ainsi qu'à la relance économique. Le renforcement de la lutte contre la corruption permettra indubitablement d'améliorer la gestion des finances publiques en favorisant la transparence, la redevabilité envers la population, ainsi que la participation citoyenne.

1. Loi n°2016-009 du 22 Août 2016 relative au Contrôle financier,
Loi n°2016-020 du 22 Août 2016 sur la lutte contre la corruption,
Loi n°2016-021 du 22 Août 2016 sur les Pôles anti-corruption.

CONTEXTE

Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres malgré l'abondance de ses ressources naturelles. Le dernier rapport de la Banque Mondiale situe économiquement le pays dans la catégorie « pays à croissance structurellement limitée ». Les conditions de vie restent précaires, surtout dans les zones rurales avec un taux de croissance du PIB par habitant faible, aux alentours de 1500 USD en 2020[2]. De plus, le FMI situe Madagascar parmi les Etats fragiles[3]. En se référant à la communication de la Présidence du 09 septembre 2019, éradiquer la corruption constitue une priorité de l'Etat parce qu'elle demeure une réalité trop ancrée dans notre quotidien à Madagascar.

L'Etat Malgache a ratifié divers engagements internationaux sur la lutte contre la corruption. Dans ce cadre, la loi n°2004–017 a été promulguée en vue d'autoriser la ratification et l'adhésion du pays à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC). Elle a également adhéré à d'autres conventions, dont celles avec l'Union Africaine (CUAPLCC) et le protocole de la SADC. Dans cette même perspective, au niveau national, le pays a mis en place la SNLCC en 2015. Force est de constater que la corruption est un fléau qui gangrène les Institutions de la République et l'Etat de droit. Elle est à l'origine du scepticisme des citoyens vis à vis des pouvoirs publics. Elle apparaît sous différentes facettes, allant des formes ordinaires telles que les cadeaux illicites, des pots de vin, d'abus de fonction à des formes plus complexes entre responsables publics et groupes d'intérêts.

Aussi, est-il mis en place des entités en charge de la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre la corruption conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi anti-corruption en vigueur.

Malgré la mise en place des organismes de lutte contre la corruption, les indicateurs en matière de corruption révèlent que la grande île reste largement en-dessous de la moyenne sur le continent africain.

En effet, la lutte contre la corruption constitue l'un des objectifs principaux du MEF afin de promouvoir l'intégrité, la redevabilité et la transparence comme il est mentionné dans le « Velirano ». En termes de réforme au sein du MEF, il s'agit de transformer le Ministère en leader de la modernisation de la stratégie budgétaire et financière de Madagascar. Le Ministère prend en charge le partage des connaissances en matière de gouvernance financière et administrative avec les autres Ministères et la coordination du processus de réforme, le développement de la capacité d'analyse budgétaire et de gestion axée sur les résultats, ce qui lui conférait un rôle nouveau et plus stratégique dans le suivi des performances, et veiller à ce que les outils de décision soient cohérent avec la stratégie économique du gouvernement.

L'enjeu de la PILCC est la promotion de l'administration publique moderne, saine, performante, motivante, intègre, crédible et proche des usagers. La présente politique définira les préceptes généraux de la lutte contre la corruption au sein du MEF et ce, en matière d'éthique, d'éducation et d'anticipation pour parvenir à une administration du secteur des finances publiques productive, efficace et efficiente.

En vertu du décret n°2019-093 du 13 février 2019 fixant les attributions du MEF ainsi que l'organisation générale du Ministère, la présente politique vise également la bonne coordination de l'économie et des finances sur la mise en œuvre de la politique financière, fiscale et budgétaire de l'Etat.

De plus, elle contribue au bon déroulement de l'évolution institutionnelle malgache dans le cadre de la décentralisation, de la déconcentration et de la régulation de l'environnement comptable de l'ensemble du secteur économique. De ce fait, elle devra être diffusée et faire l'objet de sensibilisation auprès de tous les acteurs concernés au développement du secteur. Cependant, il faudrait insister sur le fait que l'absence d'éthique et de déontologie, la perte du sens des biens communs et de l'intérêt général devant l'intérêt particulier, la perte de la notion de service public au niveau du personnel de la fonction

2. Siteweb de la Présidence de la République de Madagascar
3. Good Governance in Sub-Saharan Africa « *Opportunities and Lessons* » Edition 2022

TENY MIALOHA

Ny fanovàna nanomboka tamin'ny taona 2000 mahakasika ny fandaniana sy ny fampiharana ny lalàna fehizoro laharana faha-2004-007 tamin'ny 26 jolay 2004 mikasika ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana (LOLF), mifototra amin'ny fitantanana ahitam-bokatra, dia nitondra fivoarana teo amin'ny fitantanam-bolam-panjakana teto Madagasikara. Ireo drafi-panavaozana ireo dia mikendry ny fampiroboroboana sy ny fametrahana ny Fanjakana tsara tantana, ny fanatsarana ny fitantanana ny asam-panjakana, ny fangaraharahana tanteraka, ny famitana ny kaontim-panjakana, hamerenana ny fahatokisan'ny vahoaka ny Fanjakana, hanomezana vahana ny fangalana hetra ary ny hampiasana ara-drariny sy araka ny tokony ho izy ny volam-panjakana ho an'ny tombontsoan'ny vahoaka malagasy.

Tamin'ny taona 2016[1], ireo lalàna vaovao sy ny fanavaozana lehibe momban'ny fitantanam-bolam-panjakana dia nitondra vahaolana sy fanatsarana ny amin'ny tsy fahombiazan'ny fomba fitantanana teto Madagasikara amin'ny alalan'ny fanamafisana ny ady atao amin'ny kolikoly ary indrindra ny famerenana ny fitokisan'ny vahoaka. Amin'izao fotoana izao, ireo fanavaozana ireo dia hita taratra amin'ny alalan'ny Politika Ankapoben'ny Fanjakana amin'ny fampiharana ny foto-kevitra « tsy misy indrafo » amin'ny ady amin'ny kolikoly ary amin'ny fepetra voalazan'ny lalàna sy ny fitsipika manan-kery mahakasika ny ady amin'ny kolikoly izay voarakitra ao anatin'ny Paikadim-pirenena Iadiana amin'ny Kolikoly (SNLCC).

Ny Ministeran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola (MEF), amin'ny alalan'ny Politika Anatiny Iadiana amin' ny Kolikoly (PILCC), dia mametraka fanamby amin'ny famerenana indray ny fitokisan'ny vahoaka, hampiasa ny fahefam-panjakana momban' ny fahaiza-mitantana ara-bola ary mbola manamafy ny maha-Fanjakana azo itokisana azy ary koa hiady mafy amin'ny famongorana ny kolikoly. Ity politika ity dia mampandray anjara ny rehetra ary nampifanarahana amin'izay zava-misy miseho amin'ireo Departemantan'ny Ministera. Ny fampandraisana andraikitra ny tsirairay sy ny fampivelarana ny fahitsiana dia soatoavina takiana ho an'ny mpiara-miasa rehetra eto anivon'ny MEF.

Ny vato fototra ijoroan'ity politika ity dia miainga amin'ny fitadiavana sy ny fikarohana ny mety ho voka-dratsy ateraky ny kolikoly sy ny fitaizana ny olona rehetra izay voakasiky ny kolikoly ary ny fametrahana fitaovana iadiana amin'ny kolikoly. Ny fisian'ity politika ity dia manatanteraka ny vinan'ny MEF miainga avy amin'ny fampiroboroboan'ny fitantanana mahomby sy azo antoka, ny tontolo mampivelatra ny fampiasam-bola anatiny sy ivelany ary ny fampivoarana ny toe-karena. Tsy iadin-kevitra fa ny fanatsarana ny fomba fitantanam-bolam-panjakana miainga avy amin'ny fangaraharahana, ny tamberin'andraikitra, ny fahitsiana manoloana ny vahoaka sy ny fandraisana andraikitry ny olom-pirenena dia miorina amin'ny fanamafisana ny ady amin'ny kolikoly.

1. Lalàna laharana faha-2016-009 tamin'ny 22 aogositra 2016 momban'ny fanaraha-maso ara-bola
Lalàna laharana faha-2016-020 tamin'ny 22 aogositra 2016 momban'ny ady amin'ny kolikoly
Lalàna laharana faha-2016-021 tamin'ny 22 aogositra 2016 momban'ny Tendro miady amin'ny kolikoly

TOE-JAVA MISY

Madagasikara dia voasokajy ho isan'ireo firenena mahantra indrindra na dia maro aza ny harena ara-boajanahary sy harena an-kibon'ny tany ananany. Ny tatitra farany nataon'ny Banky Iraisam-pirenena dia mametraka ny ara-toekaren'ny firenena malagasy ho isan'ireo « firenena voafetra ara-drafitra amin'ny lafin'ny fampandrosoana ». Ny fepetra ara-pahavelomana dia marefo, indrindra eny amin'ny tontolo ambanivohitra satria ny taha-pandrosoana araka ny Vokatra Faobe Anatiny (PIB) isan'olona dia ambany dia ambany izay manodidina ny 1500 dolara ny taona 2020[2]. Manaraka izany, Madagasikara dia anisan'ny firenena mahantra[3] araka ny fanasokajiana avy amin'ny Tahirim-bola Iraisam-pirenena. Ny famongorana ny kolikoly dia vaindohan-draharahan'ny Fanjakana satria raiki-tapisaka amin'ny andavanandron'ny fiainan'ny Malagasy izany, araka ny fampitam-baovaon'ny Fiadidina ny Repoblika ny 09 septambra 2019.

Nankatoa fifanarahana iraisam-pirenena momba ny ady amin'ny kolikoly ny Firenena Malagasy. Porofon'izany, ny fidiran'ny firenentsika amin'ny Fifanarahan'ny Firenena Mikambana Miady amin'ny Kolikoly (CNUCC) ary indrindra ny namoahana ny lalàna manan-kery laharana faha-2004-017 tamin'ny 19 aogositra 2004 nanome alalana ny fankatoavana ny Fifanarahan'ny Firenena Mikambana miady amin'ny Kolikoly nataon'i Madagasikara. Mpikambana amin'ny fifanarahana hafa koa i Madagasikara toy ny firaisam-be Afrikanina miady amin'ny kolikoly (CUAPLCC) ary ny fandaminana iarahana amin'ny SADC.

Manaraka izany, eo amin'ny sehatra nasionaly, ny Fanjakana dia nametraka ny SNLCC tamin'ny taona 2015. Iarahana manaiky fa ny kolikoly dia zava-mandoza mahazo ireo Andrim-panjakana isan-tsokajiny sy ny Fanjakana tan-dalàna. Ny kolikoly dia manimba ny fitokisan'ny olom-pirenena manoloana ny fahefam-panjakana. Miseho amin'ny endrika maro izany, amin'ny fomba tsotra toy ny fanomezana tsy ara-drariny, tsolotra, fanararaotam-pahefana, ka hatramin'ny fomba avo lenta misy eo amin'ny tompon'andraiki-panjakana sy ny ampahan'olona mahita tombontsoa manokana ny amin'izany.

Noho izany, ilaina ny fametrahana rafitra misahana ny fampiharana ny politika nasionaly iadiana amin'ny kolikoly mifanaraka amin'ny fepetra voalazan'ny andininy faha-40 araka ny lalàna fehizoro manan-kery momba ny ady amin'ny kolikoly.

Na dia eo aza ny fametrahana rafi-panjakana iadiana amin'ny kolikoly, ny salan'isa handrefesana ny kolikoly eto Madagasikara dia mbola lavitry ny antsasamanila an'ny eto amin'ny kaontinanta Afrikanina. Vokatr'izany, ny ady amin'ny kolikoly dia tanjona iray an'ny MEF mba hampiroboroboana ny fahitsiana, ny tamberin'andraikitra sy ny fangaraharahana izay voasoritra ao amin'ireo Velirano. Raha amin'ny lafiny fanavaozana, ny MEF dia hiezaka ho lohalaharana amin'ny paikady vaovao ara-tetibola sy ara-pitatanam-bola eto Madagasikara. Mba hampifanaraka ny paikady ara toe-karenan'ny Governemanta, ny MEF dia misahana ny fampitàna ny fahalalana mikasika ny fahaiza-mitantana ara-bola sy ny fandraharahana ny fitantanana miaraka amin'ny Ministera hafa ary mandinika ny dingan'ny fanavaozana; mampivelatra ny fahaiza-miandraikitra ny teti-bola ary ny fahaiza-mitantana ahitam-bokatra, izay manome andraikitra vaovao amin'ny ankapobeny amin'ny fanaraha-maso ny tomban'ezaka ary fampiharana ny fahaizana manapa-kevitra.

Ny fanamby amin'ity PILCC ity dia ny hampiroborobo ny Fanjakana manaraka ny toetr'andro, ny fitantanana mangarahara, matanjaka, mahitsy, azo itokisana ary Fanjakana manatona vahoaka. Ity politika ity dia hamaritra ny fenitra amin'ny ankapobeny ny ady amin'ny kolikoly eto anivon'ny MEF momba ny fenitra toavina, ny fanabeazana, ary ny fitsinjovana mba hahatratrarana ny fitantanana ahitam-bokatra sy mahomby ary tomombana eo amin'ny sehatry ny fitantanam-bolam-panjakana.

Araka ny Didim-pitondrana laharana faha-2019-093 natao tamin'ny 13 Febroary 2019 mametra ny anjara asan'ny MEF sy ny fandaminana ankapoben'ny Ministera, ity politika ity dia mikendry

2. https ://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/madagascar/#economy
3. Good governance in Sub-Saharan Africa « *Opportunities and Lessons* » Edition 2022 - IMF

publique ainsi que l'absence des mesures incitatives encouragent les pratiques de corruption.
Cette politique interne anti-corruption est prise en conformité avec la loi 2016 – 020 du 22 août 2016 sur la lutte contre la corruption dans son Article 6 qui prévoit l'obligation de la mise en place d'une PILCC au sein des Ministères, administrations générales, déconcentrées et décentralisées, ainsi qu'au niveau des Etablissement Publics Nationaux (EPN) et des services à participation publique.

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE

1. Objectif global

Depuis 2015, l'état a amorcé un nouvel élan et une réforme intelligente et dynamique dans la Politique de lutte contre la corruption. La SNLCC a pour vision de sortir définitivement Madagascar du groupe des pays les plus corrompus. Cette vision est de faire de Madagascar à l'horizon de 2025, un Etat de droit où le développement économique, social et environnemental est libéré de la corruption. Le but visé dans le réalisme du contenu de la stratégie est d'aboutir à un infléchissement de la corruption à terme.
La PILCC du MEF, dans son domaine de compétences, tend à la réalisation de cette vision. A cet effet, elle vise à assurer que d'ici 2025, le secteur de « Finances publiques », soit libéré de la corruption.

2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques se déclinent comme suit :
- Appréhender le contexte dans lequel la prévention et la lutte contre la corruption seront entreprises au niveau du MEF ;
- Identifier les actions à entreprendre afin de garantir la prévention et la lutte contre la corruption ;
- Fixer les orientations stratégiques de lutte anti-corruption au niveau du MEF pour des repères ou des balises ;
- Mettre à disposition du personnel du MEF, à tous les niveaux et à tous les échelons, un manuel de principes à suivre, dans le cadre de l'accomplissement de leurs activités et adopter les bonnes pratiques visant à éradiquer de manière drastique la corruption ;
- Rendre effectifs les codes de conduite et de déontologie visant à interdire des pratiques tendant à inciter des faits de corruption ;
- Prescrire le respect de la Loi anti-corruption en vigueur et les textes subséquents ;
- Favoriser la bonne gouvernance financière.

CHAMP D'APPLICATION

La PILCC doit être appliquée scrupuleusement, par l'ensemble du personnel du MEF, des organismes rattachés, et toutes les parties prenantes avec lesquelles le Ministère est en interaction dans le cadre de ses attributions.

DEFINITION DE LA CORRUPTION

Au vu des pléthores de définitions que proposent diverses structures de lutte contre la corruption, internationales et locales, la suivante est retenue aux termes du présent document : « constitue un acte de corruption, le fait d'offrir, de promettre, de donner, d'accepter ou de solliciter intentionnellement, un avantage indu, directement ou indirectement, afin qu'une personne accomplisse, s'abstienne d'accomplir, retarde ou accélère, l'accomplissement d'un acte dans le cadre de l'exécution de fonctions officielles ou en violation de ses devoirs ».
Il importe peu :
- que l'avantage indu ait été transmis indirectement par le biais d'un intermédiaire ;
- à qui l'avantage indu est destiné.

En effet, il y a corruption lorsque :
- l'avantage est fourni en échange de l'acte ou de l'omission de l'agent dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
- l'avantage indu est accordé à un tiers pour le compte du destinataire.

INFRACTIONS ASSIMILEES

Ci-après les infractions de corruption et assimilées conformément à la loi n°2016-020 du 22 Août 2016 : (1) Détournement de fonds publics ; (2) Détournement de l'usage ou de l'utilisation de biens publics ; (3) Détournements de fonds publics à travers l'usage de faux ; (4) Abus de fonction par un agent public ; (5) Détournement des biens de l'Etat par un militaire ou assimilé ; (6) Détournement de biens privés ; (7) Concussion par un fonctionnaire public ; (8) Exonération et franchise illégale fait par une personne exerçant une fonction publique ; (9) Concussion d'un greffier ou d'un officier ministériel ; (10) Enrichissement illicite ; (11) Prise d'emploi prohibé par un fonctionnaire public ou par un agent d'une administration publique ou par un préposé d'une administration publique ; (12) Favoritisme : atteinte au principe d'égalité devant le service public et d'égalité de chance ; (13) Commerce incompatible avec la qualité par un commandant d'unités de forces publiques ou armées, ou par un préfet ou par un sous-préfet ; (14) Corruption passive ; (15) Corruption active ; (16) Corruption active des agents publics et des fonctionnaires d'organisations internationales publiques ; (17) Corruption passive commis ou employé ou préposé ou salarié ou personne rémunérée, d'une entreprise privée ; (18) Trafic d'influence ; (19) Abus de fonction dans la mise en place des dispositifs anti-corruption ; (20) Abus de fonction par non restitution de biens publics ; (21) Conflits d'intérêts par un agent public ou par un élu ou par une personne chargée d'une mission de service public ; (22) Cadeau illicite ; (23) Défaut de déclaration de patrimoine ; (24) Dénonciation abusive ; (25) Représailles contre des témoins, dénonciateurs, experts et agents publics en charge de l'application de la loi sur la lutte contre la corruption ; (26) Révélation de l'identité d'un témoin anonyme ; (27) Abus de biens sociaux ; (28) Refus ou empêchement à l'exercice de l'un au moins des pouvoirs d'investigations dévolus au Bianco ; (29) Violation de l'obligation de respect de la confidentialité et du secret ; (30) Prise d'avantages injustifiés.

ny fahaiza- mandrindra ny toe-karena sy ny fitantanam-bola amin'ny fanatanterahana ny politika ara-bola, ara-ketra ary ny ara-tetibolam-panjakana.

Raha zohiana, ity politika ity dia mandray anjara amin'ny fivoaran'ny Andrimpanjakana, mitondra ny anjaran-birikiny amin'ny fampandehanana ny fivoaran'ny fitanan-kaonty sy ny fitantanam-bola misy amin'ny alalan'ny fitsinjaram-pahefana sy ny fanapariaham-pitondrana. Noho izany, ity politika ity dia haparitaka ary hanaovana fanehoana eo amin'ny mpisehatra voakasika, ho fampiroboroboana ireo sehatra ireo.

Mila tsindriana manokana fa ny tsy fisian'ny "fenitra toavina sy ny deontolojia", ny tsy fahalalana ny tena dikan'ireo atao hoe fananana iombonana sy ny atao hoe tombontsoa iombonana eo anatrehan'ny tombontsoan'ny olon-tsotra, ny tsy fahalalana ihany koa ny hevitry ny atao hoe fandraharaham-panjakana eo anivon'ny mpiasam-panjakana, ary ny tsy fisian'ny fepetra manakana, dia manome vahana ny fanaovana kolikoly.

Ity politika anatiny iadiana amin'ny kolikoly ity dia mifanaraka amin'ny lalàna laharana faha-2016-020 tamin'ny 22 aogositra 2016 momba ny ady atao amin'ny kolikoly ao amin'ny andininy faha enina (6) izay ahitana fepetra mandidy ny fandrafetana rafitra anatiny iadiana amin'ny kolikoly (PILCC) eo anivon'ireo Minisitera, Sampan-draharaham-panjakana ankapobeny, nampariahana sy naely ary ny Sampan-draharaham-panjakana na Orinasa andraisan'ny Fanjakana anjara.

TANJON'NY POLITIKA

1. Tanjona ankapobeny

Nanomboka tamin'ny taona 2015, ny Fanjakana dia efa miomana amin'ny ezaka vaovao mirona mankany amin'ny fanatsarana mahomby sy mivoatra manaraka ny Politikan'ny Ady amin'ny Kolikoly. Ny paikadim-pirenena iadiana amin'ny kolikoly dia manana vina hamoaka an'i Madagasikara ao anatin'ny vondron'ireo firenena be kolikoly.

Ity vina ity dia hitondra an'i Madagasikara hatramin'ny 2025 ho firenena tan-dalàna ka ny fampandrosoana ara-toekarena, ara-tsosialy, ara-tontolo iainana dia ho lavitry ny kolikoly. Ny tanjona kendrena amin'ny fampiharana ny votoatin'ny paikady dia hampihena ny kolikoly amin'ny fotoana voafetra ary ny PILCC an'ny MEF, eo amin'ny sehatry ny fahaiza-manao, no manatanteraka io vina io. Noho izany, ity PILCC ity dia mikendry ny sehatry ny fitantanam-bola-mpanjakana ho lavitry ny kolikoly hatramin'ny taona 2025.

2. Tanjona manokana

Ny tanjon'ny politika anatiny iadiana amin'ny kolikoly dia ny ahafahana :
- mamolavola sy manazava ny sehatra itondrana ny fisorohana sy ny ady amin'ny kolikoly eto amin'ny MEF ;
- mamantatra ireo hetsika tokony hatao mba hiantohana ny fisorohana sy ny ady amin'ny kolikoly ;
- mametraka ny toro-lalana ara-paikady amin'ny ady amin'ny kolikoly eto amin'ny Minisiteran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola ho mari-pamantarana na ho arofanina ;
- manome ho an'ny mpiasan'ny Ministeran'ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola amin'ny ambaratonga rehetra, ny toro-lalana momba ny fitsipika tokony arahina amin'ny fanatanterahana ny asany sy ny fampiharana fomba fanao tsara, izay mikendry ny hanafoanana tanteraka ny kolikoly ;
- mamaritra sy mampiroborobo ny fifampifehezana sy ny fitsipi-pitondran-tena na « code d'éthique et de conduite » amin'ny lafin'ny fahamendrehana mba handraràna ny fanao mirona, handrisika ny fanaovana kolikoly ;
- mandidy ny fanajana ny didy aman-dalàna manan-kery miady amin'ny kolikoly ;
- manome vahana ny Fanjakana tsara tantana amin'ny lafiny ara-bola.

SEHATRA VOAKASIKA

Ny PILCC dia tsy maintsy ampiharina amin'ny fomba matotra ho an'ny mpiasa rehetra, amin'ny sampan-draharaham-panjakana miombona amin'ny MEF, amin'ny Departementa rehetra sy ny mpiara-miombon'antoka rehetra izay mifandray arak'asa aminy.

FAMARITANA NY KOLIKOLY

Maro ny famaritana atolotry ny karazana rafitra miady amin'ny kolikoly, eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena sy eto an-toerana, fa ho singanintsika manokana ity famaritana manaraka ity : "faritana ho fanaovana kolikoly ny fanolorana, ny fampanantenana, ny fanomezana, ny fanekena, na fanaovana fanahy iniana amin'ny fitakiana tombony tsy tokony ho azo, mivantana na ankolaka, mba hahatonga ny olona iray hanao, tsy hanao, hanemotra na hanafaingana ny fanatanterahana asa iray eo amin'ny fanatontosana ny adidy ara-panjakana na amin'ny fanitsakitsahana ny andraikiny".

Tsy dia misy antony raha :
- ny "tombontsoa tsy tokony ho azo" dia natolotra ankolaka, tamin'ny alalan'ny mpanelanelana ;
- izay olona iantefan'ny tombontsoa tsy araky ny tokony ho azy ;

Araka izany, misy ny endrika kolikoly rehefa :
- ny tombontsoa azo dia omena ho takalon'ny zavatra ataon'ny tompon'andraikitra na ny tsy fanatanterahany ny asany ofisialy ;
- ny tombontsoa tsy tokony ho azo dia omena ny olona iray amin'ny anaran'ny mpandray.

FANDIKAN-DALAN'NY KOLIKOLY SY IREO FANDIKAN-DALANA MITOVY

Ny lalàna faha-2016-020 tamin'ny 22 aogositra 2016 mikasika ny ady amin'ny kolikoly dia mamaritra ireto singa manaraka ireto ho endrika fandikan-dalana sy kolikoly :

(1) Fanodikodinana vola sy fananam-panjakana ; (2) Fanodikodinana na fampiasana fananam-panjakana ; (3) Fanodikodinana volam-panjakana amin'ny alalan'ny fampiasana hosoka ; (4) Fanaparam-pahefana ataon'ny tompon'andraikitra tsy manana zo sy fahefana hanao izany ; (5) Fanodikodinana fananam-panjakana ataon'ny mpitandron'ny filaminana ; (6) Fanodikodinana fananan'olon-tsotra ; (7) Fakam-bola tsy ara- dalàna ; (8) Fanafahana sy fanalefahan-ketra tsy ara-dalàna ; (9) Fakam-bola tsy ara-dalàna ataon'ny mpiraki-draharahan'ny Fitsarana na ireo Solompampanoa lalàna amin'ny Ministera ; (10) Fakana tombontsoa tsy voamarina na fahazoana harena tsy mitombona ; (11) Fanaovana asa voarara ; (12)Fanomezana tombon-dahiny manokana ; (13) Varotra tsy mifanaraka amin'ny kalitao ataon'ny mpibaiko ambony amin'ny Tafika na ny lehiben'ny anton-draharaha na ny lefiny ; (14) Kolikoly mandray ; (15) Kolikoly manome ; (16) Kolikoly omena ny tompon'andraiki-panjakana vahiny na mpiasa anivon'ny Fikambanana Iraisam-pirenena ; (17) Fandraisana Kolikoly ataon'ny mpampiasa, na mpiasa, na olona karamain'ny orin'asa tsy miankina ; (18)Fanararaotana amin'ny fahalalana olona ; (19) Fanararaotana amin'ny fisahanana asa iray amin'ny fampiasana hosoka ; (20) Fanararaotana fanangonan-karena amin'ny tsy famerenana ny fananam-panjakana ; (21) Fiadiana tombontsoa ataon'ny mpiasam-panjakana na olom-boafidy na olona voatokana hanatanteraka asa iray ; (22) Fanomezana tsy ara-dàlana ; (23) Fanambaram-pananana misy hosoka na diso ; (24) Fiampangàna tsy mitombona ; (25) Fanararaotana amin'ny fisahanana asa noho ny tsy fahampiana fepetra momban'ny ady amin'ny kolikoly ;(26) Famoahana tsiambaratelon'ny olona voakasikin'ny fanadihadiana ; (27) Fanararaotana amin'ny fampiasana ny fitaovam-panjakana ; (28) Fandavana na fanaovana tsinotsinona ny fahefana ananan'i BIANCO amin'ny asa fanadihadiana ; (29) Tsy fanajana ny Lalàna mametra ny tsiambaratelon'ny asa. (30) Fandraisana tombontsoa tsy voamarina.

AXES STRATEGIQUES DE LA PILCC

Les axes stratégiques définissent les orientations majeures autour desquelles le MEF déclinera ses activités de lutte contre la corruption, en matière financière, en matière fiscale et en matière budgétaire.
Ces axes ont été identifiés à la suite de travaux de recensement, d'analyse et d'évaluation des risques de corruption effectués par les représentants des divers Départements du MEF.
La synthèse de ces travaux a abouti à la priorisation des axes stratégiques de la présente politique, afin de minimiser, voire éliminer les risques de corruption. De ce fait, le MEF concentrera ses efforts sur les axes suivants :

TRANSPARENCE

1. Mettre en place un système efficace de gestion des finances publiques ouvert et cohérent visant à ce que la politique financière soit mise en œuvre et qu'elle atteigne les objectifs budgétaires et fiscaux pouvant aider à obtenir les résultats visés à savoir :

- **Une discipline budgétaire globale** qui revendique un contrôle effectif du budget total et une gestion des risques budgétaires ;
- **Une allocation stratégique des ressources** qui implique une planification et une exécution du budget, conformément aux priorités nationales visant la réalisation des objectifs de politique publique ;
- **Une prestation de services efficiente** qui exige d'utiliser au mieux le budget pour obtenir les meilleurs niveaux possibles de services publics dans les limites des ressources disponibles.

2. Requérir une classification budgétaire complète, une transparence de toutes les recettes et dépenses publiques, y compris les transferts, la publication des informations sur la performance des services publics.

3. Mettre en place des mesures authentiques dans l'exécution du budget comme des dispositifs garantissant des passations de marchés publics justes, compétitives et transparentes ainsi que des instruments facilitant la gestion des ressources collectées.

4. Afin de se mettre au diapason de la libre information relative aux budgets de l'Etat (budget des citoyens, PLFI/LFI, PLFR/LFR…), il y a lieu de fixer des moyens de communication pertinents et d'instaurer des outils cohérents et accessibles aux utilisateurs, des procédures simples et faciles à retenir pour véhiculer les informations utiles pour toutes les parties prenantes du MEF, de manière à toucher le plus grand nombre d'agents, de citoyens et de tout autre public cible.

5. Dans la mesure du possible, intégrer les bénéficiaires ou toutes autres entités formelles dans l'élaboration des Lois de Finances et mettre en place des outils y afférents servant d'aide à la gouvernance financière.

REDEVABILITE

1. Mettre en place à tous les niveaux de prise de décision, des mécanismes réguliers de reddition des comptes (données exactes et fiables) en matière de gestion des Finances publiques. Ainsi, les agents de l'Etat et tout détenteur de pouvoir doivent être redevables envers les citoyens :

- **de leur performance** : ils doivent rendre compte des résultats de leurs politiques financières et programmes publics qui doivent servir l'intérêt général de façon efficace, effective, inclusive et équitable ;
- **de leur capacité à effectuer la reddition de compte** : non seulement auprès des organes supérieurs mais aussi à l'endroit des "citoyens" ;
- **de leur degré de respect des engagements** sur le respect des Termes de références, du cahier de charges s'il s'agit des marchés publics;
- **de leur comportement** : ils doivent respecter les textes et lois en vigueur et ne pas abuser de leur position et de leur pouvoir ;
- **de leur respect des droits** des citoyens et des utilisateurs de services publics.

2. Mettre en œuvre le principe de prévisibilité et de contrôle et/ou audit ponctuel de l'exécution budgétaire dans le cadre d'un système reposant sur des normes, processus et contrôles internes efficaces, visant à garantir que les ressources soient obtenues et utilisées à bon escient.

3. Mettre en place un suivi-évaluation effectif dans tous les Départements du MEF et en disséminer les résultats à qui de droit, à l'instar de l'exécution budgétaire, de la Loi de Règlement ou des Opérations Globales du Trésor.

4. Déployer les moyens et procéder aux réformes juridiques nécessaires en vue de mieux sécuriser les fonds publics, mettre en place des mécanismes de sanctions administratives positives et négatives.

INTEGRITE

1. La notion d'éthique de la gestion des finances publiques se pose sur la question du rapport de l'Administration et de ses agents, à l'égard des deniers publics. La déontologie financière de l'Administration permet de fonder la confiance des usagers dans le but de garantir à la fois la probité de ses agents, l'efficacité de leur action et, plus généralement la crédibilité du Ministère. De ce fait, il y a lieu de :

- **respecter** les normes légales et réglementaires, mais aussi et surtout une conduite dictée par le respect de l'intérêt général pourvu que les finances publiques soient, en effet, intimement liées à la morale, à la politique et au droit ;
- **éviter** une dérive individualiste préjudiciable aux valeurs fondamentales de l'administration financière par la persistance de la reddition de comptes suivie éventuellement d'une sanction adéquate ;
- **garantir** à la fois la moralisation, le respect de règles de déontologie et la réalisation des objectifs économiques et financiers, sur les chartes éthiques. Elles spécifient également les devoirs rattachés à l'exercice d'une fonction, les obligations et les interdictions, poussant ainsi ces acteurs à exercer ses fonctions correctement ;
- **mettre en place** une éducation et une sensibilisation indispensable car la conviction intime des gestionnaires de deniers publics demeure la garantie première du respect des valeurs éthiques. Mais ce respect doit également être l'objet, autant que possible, de règles légales.

2. Formaliser les procédures et critères de décision au sein du MEF, assurer l'indépendance et la stabilité des organes de contrôle au sein du Ministère dans l'exercice de leurs fonctions/mandats par le renforcement de leur capacités et par le développement des partenariats avec les autres organes de contrôle en vue de conforter leur crédibilité, procéder aux réformes juridiques nécessaires accompagnées d'une dématérialisation des procédures afin de limiter les contacts directs avec les usagers et les influences externes aux fonctions.

PAIKADY IADIANA AMIN'NY KOLIKOLY

Ny paikady no mamaritra ny toro-lalana hitondrana ireo hetsika atao, izay mizotra amin'ny fiadiana amin'ny kolikoly eo amin'ny sehatry ny fitantanam-bola, fampidiran-ketra ary ny teti-bola eto anivon'ny MEF.

Ireo hevitra fototra dia notsoahina tao aorian'ny asa-panisana, fikaroharana sy fanombanana ny tahan'ny kolikoly izay nataon'ny solontenan'ny departementa tsirairay eto anivon'ny Ministera.

Mba hanarenana sy hanafoanana ny voka-dratsin'ny kolikoly, ny famintinana ny asa natao dia nahatongavana tamin'ny famaritana ny laharam-pahamehan'ny hevitra fototra ara-paik'adin'ity politika ity. Noho izany, ny Ministera dia mifantoka amin'ireto ezaka manaraka ireto :

FANGARAHARANA

1. Mametraka fomba mahomby sy mangarahara amin'ny fitantanana ny volam-panjakana, ka ny tanjona dia hikendrena vokatra tsara, amin'ny fanatratrarana ny fampidiran-ketra miainga avy amin'ireto politikam-pitantanam-bola manaraka ireto :

- **ny fitsipika mifehy ny ara-tetibola** izay mitaky ny fanaraha-maso mahomby ny tetibola rehetra sy ny fanombanana ny mety ho voka-dratsin'ny fitantanana ;
- **ny fampitaovana stratejika**, ny tanjon'ny politikam-panjakana dia ny fampanarahana ny laharam-pahamehana eo amin'ny fandaminana sy fanatanterahana ny tetibola ;
- **ny fahombiazan'ny tolotra omena** ny mpanjifa dia mitaky ny fitantanana ara-drariny ny tetibola mba hifanaraka amin'ny loharanom-bola eo am-pelatànana.

1. Mitaky ny fanasokajiana ny tetibola feno, ny fangaraharan'ny vola miditra sy ny fandaniana rehetra, ao anatin'izany ny famatsiana, ny fanapariahana ny vaovao mahakasika ny fahombiazan'ny asam-panjakana.

2. Mametraka amin'ny toerany, ny fepetra tena izy momba ny tetibola izay mandamina sy miantoka ny fampandehanana ny tolo-bidim-panjakana marina, hahafahan'ny rehetra mifaninana amin'ny fomba mangarahara, ka manamora ny fitantanana ny fanangonana ny volam-panjakana.

3. Mametraka fepetra mifandrindra sy mifanaraka ary mety amin'ny mpampiasa, ny dingana tsotra sy mora hihazonana ny fampitam-baovao ilaina ho an'ny rehetra voakasika eto amin'ny Ministera, mba hipaka amin'ny sarambabem-bahoaka, ny olom-pirenena sy ny mpila raharaha rehetra, dia hahazoana mitrandraka vaovao mari-pototra mahakasika ny teti-bola-panjakana (tetibola ho an'ny daholobe, PLFI/ LFI, PLFR/ LFR)… mba hahafahana mamaritra ny fomba fampitan-baovao mahomby.

4. Araka izay azo atao, entanina ny fampidirana ny sehatr'asa hafa izay manaram-penitra amin'ny famolavolana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana ary apetraka ny fitaovana mifanaraka amin'izany.

TAMBERIN'ANDRAIKITRA

1. Mametraka eny amin'ny ambaratonga mpanapa-kevitra rehetra ny fizotra ara-dalàna ny famerenan-kaonty (isa marina sy azo antoka) eo amin'ny sehatry ny fitantanana ny volam-panjakana. Noho izany, ny mpiasa-panjakana sy ny mpitazona fahefana rehetra dia tokony hanana tamberin'andraikitra manoloana ny vahoaka :

- **amin'ny tomban'ezaka** : tsy maintsy manao tatitry ny vokatry ny politikan'ny ara-bola sy ny lamin'asam-panjakana izay tokony manaja ny tombontsoa iombonana amin'ny fomba mahomby, tena izy, mahakasika ny besinimaro ary ara-drariny ;
- **amin'ny fahafahany manao ny famerenan-kaonty** : tsy eo anivon'ny tompon'andraikitra ambony ihany fa indrindra eo anivon'ny vahoaka ;
- **amin'ny fahafahany manaja ny fifanarahana** : eo amin'ny fenitra takiana, ny bokin'andraikitra, raha ny tsenam-baro-panjakana no resahina ;
- **amin'ny fitodrantenany** : tsy maintsy manaja ny didy aman-dalàna manankery ary tsy mahazo manararao-pahefana noho ny toerana ananana ;
- **amin'ny fanajana ny zon'ny** vahoaka sy ny zon'ny mpila raharaha.

2. Manatanteraka ny fepetran'ny tombana sy ny fitsirihana eo amin'ny fampiharana ny teti-bola, amin'ny fomba manara-penitra, fizotra sy fanaraha-maso anatiny mahomby, izay miantoka fa ny enti-manana dia azo sy ampiasaina araka ny tokony ho izy.

3. Mametraka ny fanjohiana sy ny tombana tena izy, any amin'ny Departemanta an'ny Ministera rehetra ary mampiely ny vokatra ho an'izay mety ho voakasik'izany, toy ny fanatanterahana ny teti-bola, ny lalàna fandravonana ny fitantanana ny volam-panjakana, na ny fampandehanana ny kirakirambola ankapobean'ny tahirim-bolam-panjakana.

4. Manome fitaovana ampy ho an'ny mpiasa ary mamela azy ireo hampiasa izany amin'ny tokony ho izy, manavao ny lalàna ahafahana miaro sy mifehy ny volam-panjakana, mametraka rafitra hisian'ny sazy sy ny valisoa.

FAHITSIANA

1. Mikasika ny harem-panjakana sy ny fifandraisan'ny Fanjakana sy ny mpiasa dia mipetraka mandrakariva ny fanajana ny fenitra, amin'ny fitantanana ny vola-panjakana. Ny fahaiza-manaon'ny Ministera amin'ny ankapobeny, ny fiantohan'ny fahitsian'ny Fanjakana sy ny fahombiazany amin'izay ataony dia mampiorina ny fahatokisan'ny mpisitraka izay miainga avy amin'ny fitsipika ara-pitantanam-bolan'ny Fanjakana. Noho izany, dia tokony hipetraka ireto fepetra manaraka ireto :

- **hajaina** ny fepetra ara-dalàna sy ny fitsipika mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana, ka ny fitondran-tena izay baikon'ny fanajana ny tombontsoan'ny besinimaro dia hifandraika amin'ny ara-moraly, ara-politika sy lalàna ;
- **ialàna** ny tsy fanarahan-dalàna manimba ny soatoavina fototra, eo amin'ny fitantanam-bola amin'ny alàlan'ny tsy fanaovana ny famerenan-kaonty, izay sazian'ny lalàna ;
- **iantohana** ny fanajana ny ara-moraly, ny fitsipika ara-deontolojia ary ny fanatanterahana ny tanjona ara-toekarena sy ara-bola miainga avy amin'ny satan'ny etika. Izy ireo dia mikendry manokana ny adidy amin'ny fanatanterahana ny asa, ny tokony sy ny tsy tokony hatao, izay manosika ny mpisehatra amin'ny fanatanterahana ankitsim-po ny asa sahaniny ;
- **apetraka** ny fanabeazana sy ny fanentanana satria ny faharesen-dahatry ny mpitantana ny harem-panjakana no voalohany miantoka ny fanajana ny soatoavina ara-etika. Izany fanajana izany dia tokony hifanaraka amin'ny fitsipika ara-dalàna.

2. Soritana mazava ny dingana arahina sy ny maso-tsivana hanatsarana ny fandraisana fanapahan-kevitra eo anivon'ny Ministera. Hiantohana ny fahaleovantena sy ny fahamarinan-toeran'ireo Departemanta eto anivon'ny Ministera amin'ny fanatanterahana ny andraikiny amin'ny alalan'ny fanamafisana ny fahaiza-manao sy ny fampivelarana ny fiaraha-miasa amin'ireo rafitra mpanara- maso hafa, mba hanamafisana ny fahatokisana azy ireo, hirosoana ny fanaovazana ny lalàna sy ny fomba fiasa hamerana ny fifandraisana mivantana amin ny mpila raharaha, sy hamerana ny hery miasa mangina ivelan'ny asa.

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Conformément aux dispositions du Décret n°2019-093 du 13 février 2019, fixant les attributions du MEF ainsi que l'organisation générale de son Ministère, modifié et complété par le Décret n°2021-699 du 7 juillet 2021, en son article 55 nouveau, il est créé un Service de Lutte contre la Corruption (SLCC) au sein de la Direction de l'Audit Interne (DAI).
Le SLCC joue le rôle de la « STAC Ministérielle ». Il assure le pilotage, la coordination et le suivi-évaluation des autres STAC dans les Départements et organismes rattachés.
La STAC ministérielle et les STAC créées au niveau des Départements centraux et leurs démembrements excentriques collaboreront pour la mise en œuvre de la présente politique dans les meilleures conditions. Compte tenu de l'envergure du MEF et des spécificités de chaque Département, le plan de mise en œuvre de la politique se fera à travers une convention pour le Ministère et des addenda pour chaque Direction Générale.

Attributions de la STAC ministérielle :

Les attributions de la STAC ministérielle s'articulent autour de six volets principaux, qui ont été définis à l'issue de travaux de compilation de l'état des lieux de la corruption au niveau du Ministère, à savoir :
- la mise en place de structures anti-corruption au niveau des Départements centraux et leurs démembrements ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'éducation et de sensibilisation sur la lutte contre la corruption ;
- l'identification des risques de corruption et la mise en place de dispositif de prévention de la corruption (DAC) au sein de chaque Département du MEF ;
- la mise en place d'un dispositif de dénonciation de la corruption ;
- le renforcement de la coopération avec les institutions et organismes de lutte contre la corruption ;
- la vulgarisation des codes de conduites et de déontologie.

1. Mise en place de Structures Anti-Corruption

Une structure pérenne et formalisée assurera le pilotage de la mise en œuvre de la PILCC au niveau central et déconcentré, en collaboration avec les structures implémentées au niveau des Départements, ainsi que le suivi-évaluation des plans d'actions du MEF en matière de lutte contre la corruption. Il s'agit du Service en charge de la Lutte Contre la Corruption.
Des structures formalisées, constituant l'unité de mise en œuvre, seront implantées au niveau des Départements du MEF. Il s'agit de la « Structure Anti-Corruption » abrégée en «STAC», qui sera à décliner progressivement de manière déconcentrée à tous les niveaux et démembrements du MEF.
Afin d'accroître la sensibilité et la compréhension des agents du Ministère concernant la lutte contre la corruption d'une part, et de les inciter à s'engager dans le processus d'appropriation de la lutte contre la corruption d'autre part, ladite structure aura pour mission principale de :
- véhiculer d'une façon permanente le message anti-corruption provenant des Structures centrales et remonter les informations concernant leur circonscription administrative ;
- entretenir la culture d'intégrité professionnelle des agents de l'Etat ;
- concevoir et mettre en œuvre un programme d'éducation et de prévention de la corruption et d'assurer l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption ;
- renforcer les moyens de signalement et de détection de la corruption ;
- concevoir des outils vecteurs de lutte contre la corruption.

2. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'éducation et de sensibilisation sur la lutte contre la corruption

Il s'agit de :
- inculquer les valeurs d'intégrité et de probité, ainsi que l'attitude intolérante face à la corruption ;
- renforcer la culture et les dispositifs servant à promouvoir la transparence, le professionnalisme, l'intégrité et l'éthique ;
- inculquer une culture favorisant les dénonciations des injustices ayant trait à des faits de corruption ;
- sensibiliser les agents et les usagers sur les comportements acceptables et inacceptables, ayant trait à des faits de corruption.

3. Mise en place de dispositifs de prévention de la corruption au sein de chaque Département du MEF

Il s'agit de :
- identifier les dysfonctionnements et les défaillances du système de gestion des finances publiques et ceux des métiers du Ministère, susceptibles de favoriser l'acte de corruption, ou toutes autres défaillances favorisant des pratiques de corruption ;
- adopter et mettre en place les mesures de redressement d'ordre administratif, gouvernance, technique, matériel, juridique, et éthique à travers les dispositifs anti-corruption ;
- dispenser des formations sur les méthodes de prévention de la corruption.

4. Mise en place d'un dispositif de dénonciation de la corruption

Il s'agit de :
- élaborer et implémenter une procédure efficace pour recueillir les doléances afin de procéder à la transmission aux instances et organes compétents, internes ou externes au MEF, selon les textes en vigueur, conformément au Point 6 de la note n°252-PM/CAB du 17 Juin 2016 portant standards de service ;
- garder l'anonymat, par un système de protection sécurisée, des sources d'informations, ainsi que la sécurisation des données y afférentes.

5. Renforcement de la coopération avec les institutions et organismes de lutte contre la corruption

Il s'agit de :
- créer et développer des partenariats avec des organismes nationaux et internationaux à vocation de lutte contre la corruption ;
- solliciter des Partenaires Techniques et Financiers, susceptibles d'appuyer les activités de lutte, que ce soit en matière de prévention, éducation, mesure ou dénonciation de la corruption ;
- fluidifier la transmission des communications pour obtenir une meilleure réaction des partenaires.

6. Elaboration et vulgarisation des Codes de conduite et de déontologie

Il s'agit de procéder à l'appropriation des codes de conduites et de déontologie, avec les droits et obligations qu'ils occasionnent.

FANATANTERAHANA NY POLITIKA

Araka ny fepetra voalazan'ny didi-pitondrana laharana faha 2019-093 tamin'ny 13 febroary 2019, mametra ny anjara asan'ny Ministera sy ny fitantanana ankapoben'ny Ministera, nasiam-panitsiana ary fenoin'ny didi-pitondrana laharana faha-2021-699 ny 07 Jolay 2021, eo amin'ny andininy faha-55 vaovao, dia noforonina ny Sampan-draharaha iadiana amin'ny Kolikoly (SLCC) eo anivon'ny Fitaleavan'ny Fitsirihana Anatiny (DAI).

Ny SLCC no misahana ny asan'ny STAC Ministera ary izy no miantoka ny fandrindrana amin'ny ankapobeny sy ny fanaovana ny tomban'ezaka an'ireo STAC eo anivon'ny Departemanta sy ireo rafitra miankina aminy avy.

Ny STAC Ministera sy ny STAC natsangana eo anivon'ny Departemanta Foibe ary ny rantsa-mangaika any amin'ny faritra dia miara-miasa antsakany sy andavany amin'ny fanatanterahana ity politika ity. Noho ny fivelaran'ny Ministera sy ny fahasamihafana misy isaky ny Departemanta, ny fanatanterahana ity politika ity dia voarakitra an-tsoratra anaty "convention" ho an'ny Ministera ary "addenda" ho an'ny Foibem-pitondrana Ankapobe.

Andraikitry ny STAC Ministera

Voafintina amin'ireto teboka enina (06) manaraka ireto ny andraikitry ny STAC Ministera, izay nofaritana taorian'ny asa fakan-kevitra mahakasika ny kolikoly eto anivon'ny Ministera :

- fametrahana rafitra miady amin'ny kolikoly eo anivon'ny Departemanta foibe sy ireo rantsa-mangaikany any amin'ny faritra ;
- famolavolana sy fanatanterahana ny fandaharan'asam-panabeazana sy fanentanana momba ny ady amin'ny kolikoly ;
- famantarana izay kolikoly misy sy mety hitranga sy ny fametrahana fitaovana fisorohana izany (DAC) ao anatin'ny Departemanta tsirairay eo amin'ny Ministera ;
- fametrahana fitaovana entina mitoroka ny kolikoly ;
- fanamafisana ny fiaraha-miasa amin'ireo andrim-panjakana sy fikambanana miady amin'ny kolikoly ;
- fanomezana fampiofanana mikasika ny fitsipi-pitondrantena sy ny deontolojia.

1. Fametrahana rafitra miady amin'ny kolikoly

Misy rafitra iray maharitra sy manan-kery izay hiantoka ny fandrindrana sy ny fanatanterahana ny PILCC eto amin'ny Ministera foibe sy any amin'ny sampana fitsinjaram-pahefana , izay miara-miasa amin'ireo rafitra napetraka eo anivon'ireo Departemanta. Io rafitra io ihany koa no hanatanteraka ny tomban'ezaka an'ireo drafitr'asan'ny MEF mahakasika ny ady atao amin'ny kolikoly..

Noho izany dia hatsangana eny anivon'ny Departementa rehetra eto anivon'ny MEF ny rafitra hanatanteraka ireo andraikitra maro ireo. Io no « Rafitra miady amin'ny kolikoly » izay afohezina amin'ny teny hoe « STAC », izay hipariaka miandalana eny anivon'ny ambaratonga sy sampana rehetra eto amin'ny MEF.

Mba hahafantarana misimisy kokoa sy mba hampitomboana ny fahatsiarovan-tenan'ireo mpiasan'ny Minisitera mahakasika ny ady amin'ny kolikoly etsy an-daniny, sy hamporisihana azy ireo handray anjara amin'ny fanomezan-danja ny ady amin'ny kolikoly etsy ankilany, dia hisy ny rafitra voalaza etsy ambony, izay hanatanteraka ireto asa ireto :

- mampita tsy tapaka ny toro-marika iadina amin'ny kolikoly avy amin'ny rafitra foibe ary manangona ireo vaovao misy avy amin'ny fari-piadidiana ifotony ;
- mikolokolo ny kolontsain'ny fahamendrehana matianina amin'ny mpiasam-panjakana ;
- mamolavola sy mampihatra fandaharam-panabeazana sy fisorohana ny kolikoly ary miantoka ny fampandehanana ireo fitaovana napetraka entina miady amin'ny kolikoly ;
- manamafy ny fomba fitorohana sy famantarana ny kolikoly ;
- mamolavola fitaovana mahomby iadiana amin'ny kolikoly.

2. Famolavolana sy fanatanterahana ny fandaharan'asam-panabeazana sy fanentanana momba ny ady amin'ny kolikoly

Izany dia :

- mampiditra ny soatoavin'ny fahitsiana sy ny fahamendrehana, ary koa ny toe-tsaina tsy mandefitra manoloana ny kolikoly ;
- manamafy ny kolotsaina sy ny fitaovana ampiasaina hampiroboroboana ny mangarahara, ny fahafehezan'asa ary ny fahitsiana sy ny etika ;
- mamporisika ny kolontsaina sahy mitoroka ny tsy rariny mifandraika amin'ny kolikoly ;
- mampahafantatra ny mpiasa sy ny mpisehatra amin'izay fitondran-tena azo na tsy azo ekena mety mifandraika amin'ny kolikoly.

3. Fametrahana rafitra fisorohana ny kolikoly eo anivon'ny Departemanta tsirairay ao amin'ny Ministera :

Izany dia :

- mampahafantatra ny tsy tokony hatao sy ny fanao tsy mahomby amin'ny rafi-pitantanana ny fitantanam-bolam-panjakana sy ny asan'ny Ministera, izay mety hiteraka kolikoly, na koa tsy fahombiazana hafa manome vahana ny fanaovana kolikoly ;
- mandray sy mampihatra ireo fepetra hanarenana ny lamina ara-pitantanana, ara-pitondrana, ara-teknika, ara-pitaovana, ara-dalàna ary etika amin'ny alalan'ny fitaovana iadiana amin'ny kolikoly ;
- manome fiofanana momba ny fomba fisorohana ny kolikoly.

4. Fametrahana fitaovana iray hitorohana ny kolikoly

Izany dia :

- mamolavola sy mampihatra ny fomba mahomby amin'ny fanangonana ireo tatitra fitarainana ka hampita izany amin'ireo manam-pahefana sy ny tompon'andraikitra mahefa anatiny na ivelan'ny Ministera, araky ny voalazan'ny didy aman-dalàna manan-kery mifanaraka amin'ny teboka faha-enina ny naoty faha-252-PM/CAB tamin'ny 17 Jona 2016 mikasika ny lamina arak'asa ;
- mitazona ho tsiambaratelo ny mombamomban'ireo loharanom-baovao, miaro ny angom-baovao mifandraika amin'izany amin'ny alalalan'ny rafitra fiarovana azo antoka, ary koa ny fiarovana ny tahirin-kevitra.

5. Fanamafisana ny fiaraha-miasa eo amin'ireo andrim-panjakana sy ireo fikambanana miady amin'ny kolikoly

Izany dia :

- mitady sy mampivelatra ny fiaraha-miasa amin'ireo mpiara miombon'antoka amin'ny sehatra nasionaly sy iraisam-pirenena izay misehatra amin'ny ady amin'ny kolikoly ;
- manamafy ny fiaraha-miasa amin'ny mpiara miombon'antoka ara-teknika sy ara-bola izay vonona hanohana ny asa iadiana amin'ny kolikoly na amin'ny lafiny fisorohana na fanabeazana, na fandrefesana na koa fitorohana izany ;
- manamora ny fampitam-baovao mba hahazoana fanehoan-kevitra tsaratsara kokoa avy amin'ireo mpiara miombon'antoka.

6. Famolavolana sy fanapariahana ireo fehezan-dalàna mahakasika ny fitsipi-pitondran-tena sy ny deontolojia

Izany dia hirosoana amin'ny dingana izay fanomezana lanja ny fitsipi-pitondran-tena sy deontolojia miaraka amin'ny zo sy adidy takiany.

Attributions des STAC au niveau déconcentré :

Ci-après les activités qui incombent aux STAC déconcentrées.

1. Mise en place des STAC au niveau des démembrements

Mettre en place progressivement des STAC, selon l'envergure et l'organisation du Département, au niveau déconcentré.

2. Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'éducation et de sensibilisation au niveau de leur Département respectif

- Assister les organes de sa Direction Générale dans la mise en place et la mise en œuvre des dispositifs anti-corruption à leur niveau respectif ;
- sensibiliser et mobiliser le personnel et les usagers dans la lutte contre la corruption ;
- faciliter la collecte des données nécessaires à la mission d'éducation, de prévention et d'application de la loi en son sein ;
- assurer la diffusion des informations relatives au programme de lutte contre la Corruption tout en renforçant les communications internes ;
- faciliter les appuis et démarches du SLCC dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la Corruption et mettre en œuvre les recommandations émises à travers un plan d'action anti-corruption concerté.

3. Mise en œuvre d'un dispositif de dénonciation de la corruption

Il s'agit de transmettre les doléances collectées à leur niveau à la STAC Ministérielle, en respectant l'anonymat des sources d'informations et des données.

4. Suivi évaluation en matière de lutte contre la corruption

Centraliser les données et informations provenant de leur démembrement et élaborer les rapports d'activités de lutte contre la corruption du Département, et les transmettre au STAC Ministérielle.

RESSOURCES NECESSAIRES

La mise en œuvre des activités se fera moyennant des crédits alloués par le MEF, qui s'engage à mettre à disposition un crédit dans les Lois des Finances, les ressources nécessaires destinées à assurer dans les meilleures conditions les activités de lutte contre la corruption au niveau du Ministère.

Andraikitr'ireo STAC eo anivon'ireo ambaratonga fitsinjaram-pahefana

Ireto avy ny andraikitra miandry ireo STAC :

1. Fametrahana ny rafitra STAC eo anivon'ny sampan-draharaha isanam-baratongany

Mametraka miandàlana ny rafitra iadina amin'ny kolikoly araka ny fahalehibiazany sy ny lamina misy eo anivon'ireo Departemanta misy azy avy.

2. Famolavolana sy fanatanterahana ny drafitra mahakasika ny fampianarana ny ady amin'ny kolikoly ary fanentanana eo anivon'ny Departemanta tsirairay avy

- manampy ireo vondron'ny Foibem-pitondrana ankapobe amin'ny fametrahana sy ny fanatanterahana ireo fepetra isorohana ny kolikoly isan-tsokajiny ;
- manaitra sy manentana ny mpiasa ary ny mpisehatra amin'ny ady atao amin'ny kolikoly ;
- manamora ny fanangonana ny tahirin-kevitra ilaina amin'ny fanatontosana ny fampianarana, fisorohana ary ny fampiharana ny lalàna velona ;
- miantoka ny fampielezana ny vaovao mahakasika ny fandaharan'asa iadiana amin'ny kolikoly miaraka amin' ny fanamafisana ny serasera anatiny ;
- manamora ny fanohanana ireo dingana apetraky ny sampan-draharaha miady amin'ny kolikoly amin'ny fanatanterahana ireo fandaharan'asa iadiana amin'ny kolikoly mifanaraka amin'izany.

3. Fametrahana fitaovana entina hitorohana ny kolikoly

Izany dia mahakasika ny fampitàna ireo fitarainana voaray eo anivon'ny STAC Ministera, izay atao ao anatin'ny fitandroana ny tsiambaratelon'ireo mpitoroka sy ny mombamomba azy.

4. Fanjohiana sy tombana amin'ny lafin'ny ady amin'ny kolikoly

Avondrona ireo tahirin-kevitra fampahafantarana avy amin'ireo Departemanta, volavolaina ny tatitra momba ny asa vita mikasika ny ady atao amin'ny kolikoly manerana ireo Departemanta ireo, izay ho ampitaina any amin'ny STAC Ministera.

FAMPITAOVANA ILAINA

Ny fanatanterahana ny asa dia atao amin'ny alàlan'ny fampitaovana ara-bola ataon'ny Ministera, izay noraketina ao anatin'ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana. Izany fampitaovana manokana izany dia ilaina hiantoka ny hanatanterahana amin'ny antsakany sy andavany ny hetsika iadiana amin'ny kolikoly eto anivon'ny Ministera.

SUIVI-ÉVALUATION DE LA POLITIQUE

1. Objet du Suivi-évaluation

Les actions de suivi-évaluation de la PILCC se feront à travers la mesure de la corruption et la mesure de la performance des activités de lutte contre la corruption, usant des indicateurs d'activités et de performance définis dans les plans d'actions propres à chaque Département. Ces actions de suivi-évaluation seront assurées par le SLCC sous la supervision du Directeur de l'Audit Interne.

2. Cibles des actions de Suivi-évaluation

De manière générale, elles ciblent trois (03) segments à savoir :
- les agents du MEF, qui auront la possibilité de présenter leur perception de la corruption et de son évolution au fil des années ;
- les usagers et autres parties prenantes, ayant des activités sollicitant les services du MEF, lesquels étant victimes d'actes de corruption ;
- les Départements du MEF sujets aux activités de lutte contre la corruption.

3. Périodicité du Suivi-évaluation

Compte tenu de l'importance des actions de lutte et de la gravité des impacts de la corruption, les actions de suivi des activités sont sanctionnées par un rapport annuel, relatant l'objet, la cible et les actions effectuées par le ou les Départements.
Pour ce qui est de l'impact de la corruption et de son étendue, un rapport d'évaluation de la situation de la corruption est à établir annuellement, afin de disposer d'informations et de données, permettant une prise de décision.
S'agissant d'une politique triennale, la PILCC fera l'objet d'une évaluation à mi-parcours, dont le résultat pourra conduire à la réorientation des axes stratégiques de la présente politique. Une évaluation ex-post, à l'issue des trois années de mise en œuvre de cette politique, permettra également de capitaliser les expériences et les leçons à retenir, servant à conforter la lutte contre la corruption au sein du MEF.
Les rapports de Suivi-Évaluation sont adressés aux instances décisionnaires du MEF.

FANJOHIANA SY TOMBANA NY POLITIKA

1. Antony

Ny fanatanterahana fanjohiana sy tombana ny politika dia hatao amin'ny alalan'ny fandrefesana ny kolikoly sy ny fandrefesana ny fahombiazan'ny hetsika iadiana amin'ny kolikoly, amin'ny fampiasana ireo mari-pandrefesana voafaritra ao anatin'ny fandaharan'asan'ny Departemanta tsirairay. Ny SLCC no miandraikitra ireo asa fanjohiana sy tombana ireo eo ambany fanaraha-mason'ny Talen'ny Fitsirihana Anatiny.

2. Tanjona

Amin'ny ankapobeny, ny asa fanjohiana sy tombana dia mifantoka amin'ireto sehatra telo (03) ireto :

- ho an'ny mpiasan'ny MEF, izay afaka maneho ny fahitany ny momba ny kolikoly sy ny fivoarany araka ny vanim-potoana ;
- ho an'ny mpisitrak'asa sy ny sampana hafa voakasika sy ireo, izay mila ny fanampian'ny Ministera ka iharan'ny fanaovana kolikoly;
- ho an'ny Departemanta rehetra eto anivon'ny Ministera izay voakasiky ny hetsika iadiana amin'ny kolikoly.

3. Fe-potoana voatokana ho an'ny fanjohiana sy ny tombana

Noho ny maha-zava-dehibe ny asa entina iadiana amin'ny kolikoly sy ny voka-dratsiny, ny asa fanjohiana ny hetsika dia horaketina ao anatin'ny tatitra isan-taona, izay mampiseho ny tanjona, ny tarigetra ary ny asa nataon'ny Departemanta.

Mikasika ny fiatraikan'ny kolikoly sy ny halehiben'izany, hisy ny tatitra momba ny fanombanana ny kolikoly izay atao isan-taona mba hananana angom-baovao sy tahirin-kevitra hanampy amin'ny fandraiana fanapahan-kevitra.

Noho izy politika isaky ny telo taona, ny PILCC dia hanaovana tomban'ezaka manasa-dalana amin'ny vokatra azo hanitsiana ny paikady ho an'ity politika ity. Ny tombana lavitra ezaka, ao anatin'ny telo taona fanatanterahana ny politika dia manampy ihany koa amin'ny fanamafisana ny traikefa sy ahafahana maka lesona hanamafisana ny ady amin'ny kolikoly eto anivon'ny Ministera.

Ireo tatitry ny tomban'ezaka dia atolotra ho an'ny sehatra rehetra mpanapa-kevitra eto anivon'ny MEF.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

PRODUCTION
ECONOMIE et FINANCES